

Le Syndicat Intercorporatif Anarchosyndicaliste de Caen est en contact depuis plusieurs années avec un compagnon anarchiste argentin de la FORA qui réside actuellement en France. Ce compagnon a eu l'occasion de parcourir la Bolivie d'octobre 2003 (immédiatement après l'explosion sociale qui a secoué le pays) jusqu'à février 2004, d'y rencontrer des anars et de participer à quelques activités libertaires.

Il a rédigé, un an après les événements, un projet de texte qui doit servir de base à un dossier d'information sur la Bolivie, dossier qui sera remis aux différentes sections de l'Association Internationale des Travailleurs lors du congrès qui se tiendra en Espagne au mois de décembre. En accord avec ce compagnon, nous avons réalisé une traduction de ce projet de texte. Lui comme nous pensons en effet que les informations qu'il contient doivent circuler dans le mouvement anar francophone. Nous publions donc aujourd'hui, avec son aimable autorisation, ce projet de texte accompagné de quelques notes destinées à faciliter sa compréhension. Bonne lecture.

## **INFORMATIONS SUR LE SOULEVEMENT D'OCTOBRE 2003 EN BOLIVIE**

Ce dossier tente de refléter ce qui s'est produit durant le mois d'octobre 2003 en Bolivie afin de répondre à la nécessité d'informer (de manière détaillée) sur le processus qui a débouché sur la chute du gouvernement de Gonzalo Sanchez de Lozada suite à ce qu'on a appelé « la guerre du gaz », expression qui fait référence à « la guerre de l'eau » de l'année 2000 où les communautés et la population en général se révoltèrent contre la tentative d'appropriation de cette ressource par les entreprises étrangères.

Les sources de ce dossier proviennent de documents directement récupérés en Bolivie durant le voyage réalisé par le militant de la FORA-AIT (Fédération Ouvrière Régionale Argentine, section de l'Association Internationale des Travailleurs) qui écrit ce texte. La complexité et la diversité du mouvement m'obligent à envisager ce dossier à partir de points qui seront développés de manière à ce qu'on puisse voir dans tous ses aspects la richesse de l'expérience d'organisation et de résistance que les boliviens surent mener. Une description de chaque mouvement et de leurs dirigeants suivra avec, pour terminer, une brève description de ce qu'on peut rencontrer comme mouvement anarchiste dans ce pays andin. Simplement, j'espère pouvoir être à la hauteur des circonstances et que tout cela puisse nous servir à nous former, à apprendre et à poursuivre la lutte contre l'autoritarisme vers l'émancipation intégrale que nous poursuivons aux 4 coins du monde en tant que travailleurs de finalité anarchiste.

### **LA BOLIVIE ET SA DIVERSITE**

La Bolivie est un pays complexe qui se caractérise par une diversité géographique, culturelle, ethnique et de ressources naturelles. Sans débouché maritime, après un conflit gagné par le Chili, cette région est resté un peu isolée du monde, comme de ses pays voisins, tant culturellement que commercialement.

Plus de 70% de sa population est composée par diverses ethnies indigènes (aymaras, quechuas, guaranies et autres petits groupes ethniques andins ou amazoniens), chacune avec sa culture, ses coutumes et son dialecte. Le reste de la population est composé de métis descendant des conquérants européens, principalement espagnols qui au long de ces 500 dernières années se sont enrichis en pillant, exploitant et massacrant les peuples originaires, générant un racisme marqué comparable à celui de l'Afrique du Sud ou des USA envers sa population latina ou afro-américaine.

Il existe dans ce pays des différences très accentuées et évidentes entre classes : des millions de pauvres et d'indigents, chômage très massif, misère, faim, absence de système de santé, manque d'eau potable, d'éducation, espérance de vie réduite. Les boliviens ne vivent pas, pour la plupart, ils survivent...

Basiquement, il existe des paysans, des transporteurs (chauffeurs de bus ou de camions qui trimballent personnes et marchandises), des petits commerçants et aussi des mineurs qui travaillent dans des conditions inhumaines, tant pour les grandes entreprises étrangères que pour des petites coopératives de travailleurs ou des exploitation particulières. Il existe aussi une partie de la population, essentiellement indigène, qui vit de la production et de la vente d'artisanat, qui vendent au tourisme étranger et qui

commence à représenter une ressource importante pour le pays. Les marchés locaux, généralement approvisionnés par le paysannat et par la contrebande, permettent une économie informelle qui se reflète même dans la pratique du troc et du marchandage. La femme bolivienne a un rôle prépondérant comme administratrice de l'économie familiale et les enfants travaillent souvent à partir d'un âge très très précoce.

Le pays compte très peu de routes asphaltées et ceci rend très difficile la circulation spécialement par temps de pluie, les chemins sont si dangereux et dans un tel état de dégradation qu'on peut mettre 12H pour faire 200 kilomètres. Ceci est, à grand traits, le panorama de l'un des pays les plus pauvres d'Amérique Latine et qui est, néanmoins, le deuxième endroit avec la plus grande réserve de gaz libre (gaz facilement exploitable, sans beaucoup d'investissements nécessaires du fait qu'il est naturellement contenu dans de vastes poches rocheuses assez aisément accessibles-NDT) du continent. Améliorer la qualité de vie de l'ensemble de la population bolivienne en se basant sur cette ressource est ce qui a unifié une lutte qui parvint à mettre en question le système de gouvernement et la politique néo-libérale brutalement exercée au détriment de la vie dans ce pays.

## **LA QUESTION DU GAZ : YPFB**

(Gisements Pétrolifères Fiscaux Boliviens, le terme « Fiscaux » indiquant en l'occurrence le caractère étatique de la propriété des gisements-NDT).

Le gouvernement bolivien, le MNR et les multinationales pétrolières sont les protagonistes de l'escroquerie causé par la « capitalisation » d'YPFB, ex-entreprise d'Etat bolivienne qui fournissait, depuis 1954, la totalité de la demande interne de pétrole et de gaz et qui représentait, depuis 1985, le principal soutien économique du pays, permettant avec ses revenus de financer les besoins en santé et éducation, entre autres apports.

L'arnaque débuta en 1992 quand le gouvernement (MIR, Movimiento de la Izquierda Revolucionaria, Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) impose, du fait de la baisse de production et de rentabilité de l'entreprise, sa privatisation, ce à quoi le MNR (à la veille d'élections) (MNR, Mouvement National Révolutionnaire-NDT) oppose la « capitalisation » par le moyen d'un projet de loi qui est bientôt approuvé. Le projet de capitalisation consiste dans le transfert de 49% des actions d'YPFB à des entreprises associées par appel d'offres, chose qui éventuellement devait dynamiser la situation économique stagnante d'YPFB et augmenter les revenus par le biais d'amélioration technologiques et d'apports de capitaux, tout cela sans perdre le pouvoir décisionnel, 51% des actions restant aux mains de l'Etat. Le 30 janvier 1994, la loi fut proposée et elle fut adoptée le 21 mars 1994. Le projet se basait principalement sur la répartition des actions de l'Etat à chaque citoyen bolivien sous forme de fonds de pensions permettant de toucher, après les 65 ans, une mensualité de 200\$US selon les prévisions concernant la valeur des actions. Avec cette propagande le MNR gagna les élections et put disposer de tous les instruments pour le coup final.

Il introduisit un changement dans les règles définissant la participation des entreprises actionnaires en abaissant à 50% la part de l'Etat (sous prétexte qu'aucune firme ne regrouperait 49% des actions) et, en plus, il remit aux entreprises actionnaires le contrôle décisionnel de la nouvelle société anonyme.

Concernant les actions qui devaient bénéficier à chaque citoyen boliviens, personne n'a jamais vu un centime. La gestion des actions fut confiée aux AFP (Administratrices de Fonds de Pension) sous la direction d'une société dirigée en grande partie par les mêmes directeurs des APF, qui dépendent à leur tour d'organismes bancaires étrangers également associés aux capitalisations. Cela fut mené à bien grâce à l'appel d'offre et au choix frauduleux et manipulé des AFP.

C'est alors que disparaissent les bénéficiaires, du fait que ce sont les AFP qui deviennent les actionnaires et non les citoyens qui ne peuvent plus qu'espérer les supposés fruits des dividendes, qui n'arriveront jamais jusqu'à leurs poches vu qu'ils ne sont pas, depuis l'autorisation donnée par la loi au pouvoir exécutif de déterminer la distribution des actions, les propriétaires légitimes de ce patrimoine ou, pour le dire mieux, qu'ils ne le furent jamais.

Grâce à cette manipulation des multinationales et de l'Etat, on aboutit, sans rien vendre ni acheter, à offrir et faire changer de mains le fruit du travail des boliviens et les bénéficiaires qu'ils en tiraient. Il s'en suivit seulement une augmentation du prix du gaz dans le pays et évidemment une pénurie due à la totale liberté

pour les entreprises capitalisatrices (ENRON, SHELL, REPSOL-YPF, PEREZ CONPANC etc...) d'extraire et vendre le produit où elles le souhaitent du fait de leur pouvoir décisionnel.

Le projet PACIFIC-LING élaboré par les multinationales REPSOL-YPF, BRITISH GAZ et BRITISH PETROLEUM, qui consiste à transporter le gaz extrait en Bolivie vers la Californie pour approvisionner des zones des USA via le port de Mejillones au Chili, et cela avec seulement 18% de taxes à l'exportation (ce qui équivaut à seulement 10% de ce que rapportait YPFB au pays avant sa capitalisation) depuis l'année 2001, est l'un des résultats de la grande escroquerie du peuple bolivien, qui n'hésita pas à mettre un frein au vol de ses richesses au moyen de soulèvements massifs sur tout le territoire en faveur du retour au fonctionnement antérieur d'YPFB.

## **LE CONFLIT**

Pour que le peuple bolivien, à travers ses organisations sociales et ses mouvements, soit conscient de l'arnaque du gaz et puisse lui donner corps dans l'ensemble de la population, il a fallu de nombreuses années de travail de diffusion des documents et d'explications simples. Ce travail fut pris en charge avec patience et bon sens par le compagnon anarchiste Juan Perelman Fajardo, professeur de l'université de San Andres à La Paz, qui, à travers conférences, publications, correspondances et travail documentaire, réussit à déclencher une vague gigantesque. La supposée ruine d'YPFB n'était qu'une chimère pour offrir une énorme ressource que les boliviens venaient de découvrir sous leurs pieds et qui constitue la deuxième plus grande réserve de gaz libre d'Amérique Latine. Cette découverte, présentée comme récente, était en fait connue des marionnettes des entreprises multinationales, c'est à dire Gonzalo Sanchez de Lozada et toute la tête du gouvernement, avant de promouvoir une capitalisation qui, en réalité, était une reddition.

Rapidement, les mouvements sociaux, syndicaux et les communautés indigènes firent écho à la dénonciation du scandale. La nouvelle du « Nous sommes riches mais ils nous ont déjà tout volé » arriva jusqu'au coin le plus reculé de Bolivie, on discutait dans les rues, on discutait dans les universités, dans les marchés, dans les communautés, dans les quartiers, les associations de voisins, dans les mines et peu à peu, ils en firent une de leurs causes, une cause supplémentaire, en plus des problèmes de toujours qui arrivaient alors jusqu'au cou de la population, des problèmes qui avaient déjà débordé en février à La Paz avec une grève des policiers qui s'était terminée en affrontements armés avec les militaires. De nombreux conflits locaux éclataient aussi qui, sporadiquement, réchauffaient le climat de refus dans tous le territoire bolivien, refus non seulement de la politique de GONI (le surnom du président-NDT) mais de la politicaillerie en général. Les sphères dirigeantes des syndicats, des mouvements sociaux et politiques qui cherchaient une place au gouvernement tentaient de faire leur ce mouvement mais elles commencèrent à être débordées par leurs propres bases.

Au début d'octobre la mobilisation commence à se faire sentir de manière plus intense à La Paz comme dans le reste du territoire. Les coupures de routes débutent ainsi que la grève, qui n'est pas encore générale mais commence à se faire sentir. Le gouvernement de Goni répond par la répression sans donner, au début, trop d'importance au conflit, parlant devant les caméras d'une déstabilisation de la démocratie menée par des séditeux qui veulent entraîner le pays vers une folle dictature « a-NARCO-sindicalista », faisant bien sur allusion aux revendications des cocaleros qui commençaient à se faire sentir.

Les ayllus (nom des communautés aymaras-NDT) se mobilisaient réclamant leur autonomie, les sans-terres en revendiquaient et tous répétaient la consigne : Que soit nationalisé le gaz et le pétrole, que soit refondé YPFB comme entreprise publique d'extraction, raffinage, transport et commercialisation du gaz et du pétrole bolivien. Perelman proposait, lui, directement la socialisation et l'autogestion de l'entreprise comme le firent les compagnons espagnols durant la guerre civile.

## **WARISATA : LA GOUTTE QUI FAIT DEBORDER LE VASE**

A 100 kms de La Paz, à Warisata, les villageois aymaras et les élèves du centre éducatif (qui regroupe école primaire, collège et lycée, où l'on peut apprendre la langue aymara et qui a une tradition combattive) se mobilisent énergiquement pour réclamer le gaz aux boliviens et l'autonomie des ayllus.

Parmi eux se trouvent aussi des membres du MALLKU (mouvement indigéniste et autonomiste dirigé par Felipe Quispe, un nationaliste aymara proche des cocos-NDT) qui se mobilisent pour la libération de quelques prisonniers politiques. La mobilisation avait un caractère énergique mais pas violent jusqu'à ce que, selon les témoignages d'artisans et d'un chauffeur de bus qui monte jusqu'à cette communauté, tout empire à partir du moment où les gens se rendent devant un hôtel d'un propriétaire terrien allemand très proche du gouvernement. Celui-ci était en train de recevoir un ministre (ou quelqu'un comme ça). Un hélicoptère de l'armée apparaît alors et la foule tente de rejoindre les officiels qui, par peur d'être lynchés, courent vers l'appareil. C'est à ce moment que retentissent les premiers tirs. L'hélicoptère décolle en ouvrant le feu de manière indiscriminée contre la population aymara. La nouvelle que l'armée envoie des renforts et que des enfants de l'école ont été pris pour cible se répand comme une traînée de poudre. Les paysans de la communauté ne tardèrent pas à répondre à une telle injustice en déterrants les fusils Mauser qu'ils gardaient depuis la guerre du Paraguay et mirent à profit leur connaissance du terrain pour faire face à l'armée en lui tendant des embuscades, ce qui provoque de nombreux morts des 2 cotés. La première garnison de l'armée qui vint renforcer la répression de ces communautés était composée par des sous-officiers et des conscrits qui, en bonne partie, étaient fils du peuple aymara qui était dans les rues. Face à une telle injustice -tirer contre les siens-, de nombreux conscrits refusèrent d'ouvrir le feu, d'autres tentèrent de désertir, d'autres encore passèrent du côté aymara. Encore aujourd'hui, on recherche les corps de nombreux jeunes fusillés pour ne pas avoir voulu défendre des intérêts qui leur étaient étrangers. Goni l'assassin ne pensait pas faire marche arrière et la répression devint féroce sur tout le territoire.

Warisata et sa résistance, Warisata et ses morts... La Bolivie s'émeut, la patience prend fin et Warisata sert de détonateur pour que tous les secteurs du pays se mobilisent en demandant la démission de Goni l'assassin. Débute alors une série de grèves, de coupures de routes, de blocages d'aéroports mais aussi de réserves de carburants afin d'éviter le réapprovisionnement de l'armée. Les secteurs syndicaux, populaires et indigènes se soulevèrent contre la tyrannie du pillage et contre la répression. Les moyens de lutte se firent chaque fois plus durs et la grève paralysa le pays durant plusieurs jours. Les affrontements se radicalisèrent spécialement dans la zone d'El Alto et à Cochabamba (théâtre majeur de la guerre de l'eau en 2000-NDT). L'Etat mit à profit des rancœurs régionales et mobilisa des troupes de Tarija et de Santa Cruz, zones où il existe un profond ressentiment envers les « Kollas de merde » (le terme « kollas » désigne la population indienne de l'Altiplano à la peau sombre-NDT) comme le répétaient des graffitis sur les murs de ces villes où les « comités civiques », quelque chose comme les comités de défense citoyenne, au lieu de se solidariser avec la mobilisation nationale, se déclaraient contre la nationalisation et en faveur de l'exportation vu que le gaz se trouvait dans cette zone et que la bourgeoisie du lieu souhaitait impulser une lutte pour l'autonomie de la région.

Au fur et à mesure que se développait un tel soulèvement populaire, la pénurie commençait à apparaître dans les villes et les figures les plus médiatiques du mouvement, comme Evo Morales, un syndicaliste devenu politicien, pour les cocaleros et Felipe Quispe, se présentaient comme les dirigeants du mouvement alors qu'en réalité ils n'avaient aucun contrôle réel sur la situation. Le peuple démontrait qu'il pouvait se défendre et résister par ses propres moyens en réussissant à livrer une guerre à Goni l'assassin et à tout ce que lui et ses fidèles représentaient.

## **LA GUERRE DANS LES RUES**

Pour décrire au mieux ces événements, j'ai décidé d'utiliser un extrait de « Combate », publication anarchiste qui surgit de l'action de compagnons de La Paz, d'un groupe autour du professeur Perelman et de militants argentins qui se trouvaient dans le pays à ce moment là. Le journal sortit dans les rues de La Paz et d'El Alto afin de pouvoir donner de manière plus claire à la population les points de vue de l'anarchisme tant par rapport à ce qui concernait le gaz que par rapport à ce qui peut être construit quand on renverse un gouvernement. Sa diffusion fut importante, un succès, et eut pas mal d'écho du fait de l'ouverture d'esprit des ouvriers boliviens qui, sortant d'une expérience marquée par l'autoritarisme marxiste dans leurs organisations, étaient disposés à la dépasser avec des pratiques clairement fédéralistes à la base.

« Durant la guerre du gaz, il n'y eut pas un centre mais de nombreux centre qui convergèrent sur un seul point d'embrassement, le siège du gouvernement, mettant en déroute la force de l'Etat, se convertissant en une seule machine de guerre nomade qui avança sur le centre du pouvoir de l'Etat en le désarticulant

totale. Cette machine de guerre était composée par de nombreux centres d'intensité et de force. L'un d'entre eux fut le surprenant et étincelant mouvement des paysans aymaras des ayllus et des communes agraires et d'élevage de la steppe occupant les routes et les remplissant de pierres pour disparaître, aussi subitement qu'elles surgirent, à l'aube, moment auquel arrivait l'armée pour débloquent laborieusement les routes, ce qui lui prenait la majeure partie de la journée. De cette manière, ils coupèrent le trafic routier de la ville de La Paz avec le lac Titicaca, le Pérou, les Yungas et le Beni par le nord et avec Oruro, Cochabamba et Santa Cruz par le sud. Ces actions ne provoquèrent pas de pertes parmi les soldats des forces répressives mais les dommages pour l'Etat furent économiques et d'une valeur incalculable vu qu'elles interrompirent le trafic commercial depuis La Paz vers le reste du pays et les marchés extérieurs et le trafic depuis l'intérieur du pays et les marchés extérieurs vers La Paz. De plus, au cours des jours, La Paz commença à manquer de ravitaillement surtout en aliments, légumes, viande, farine etc... D'autre part, les paysans, en endommageant l'asphalte des routes, produisaient un dommage plus grand pour l'Etat que les soldats morts, vu que pour l'Etat bolivien la vie d'un pauvre soldat indigène et de l'immense masse des conscrits indigènes ne vaut rien et qu'il n'économise évidemment pas les vies. Ce qui par contre le touche ce sont les trous dans l'asphalte des routes et le travail de déblocage et nettoyage de celles-ci par des tracteurs et des troupes. Les points d'embranchement où ce fit le contact furent Sorata et surtout l'affrontement armé à Warisata, qui démontra le pouvoir et l'efficacité des vieux fusils Mauser, de la guerre du Chaco (1932-1935, conflit entre la Bolivie et le Paraguay pour la possession de cette région. Le Paraguay en sortit vainqueur. NDT), sur les fusils automatiques FAL et M16 que possède l'armée.

Les mineurs d'Huinuni réalisèrent un mouvement enveloppant et avancèrent rapidement jusqu'à La Paz en une espèce de blitz-krieg ou guerre de mouvement et de manœuvre. Les mineurs sortent d'Huinuni vers Oruro, l'armée sort pour les intercepter dans les plaines de Sora Sora, les mineurs évitent l'armée en un mouvement de flanc par les collines, de cette manière ils entrent à Oruro et l'occupent, ils débouchent sur les arrières de l'armée et la laisse derrière, ils s'éloignent. De Oruro, ils avancent rapidement jusqu'à Caracollo et de Caracollo, l'avant-garde des mineurs avance jusqu'à l'Altiplano, traverse Sica Sica et Patacamaya et arrive à Ventanilla dans les environs d'El Alto. De là, furtivement, ils décollent par groupes jusqu'au centre de la cuvette de la Paz occupant en silence et secrètement le grand bâtiment de l'Université Supérieure de San Andres. Le gros du contingent de 3000 mineurs arrive jusqu'à Patacamaya où il est arrêté par l'armée, puis il recommence à avancer jusqu'à arriver à La Paz. Les mineurs portaient de la dynamite et de vieux fusils mausers. Les guerriers de l'improvisation. Une véritable machine de guerre. Nomadisme et rapidité.

## EL ALTO

(...) El Alto, immense banlieue changeante, réservoir de paysans aymaras migrant de l'Altiplano, d'ex-mineurs relocalisés de Potosi et Oruro, d'ouvriers de la mécanique et du textile, d'artisans, d'une immense masse de jeunes sans travail, sans éducation et sans espoir dans une situation sans issue, étrangers arrivés du Pérou (...). Une misère explosive que la ville ségrégue. Force condensée, potentialité d'une réponse.

Et ce fut une réponse d'une force formidable, celle de la ville soulevée. Le feu (« On va tout cramer. »), la dynamite, les pierres, les barricades et les tranchées répondirent aux fusils automatiques, aux tanks, aux hélicoptères de l'armée et de la police. Aux massacres, comme celui de Villa Ingenio, les habitants répondirent avec une fureur intense. Durant la nuit les voisins posaient du fil barbelé d'un lampadaire à un autre pour empêcher le passage des soldats. Chaque quartier, Rio Seco, Ballivian, Juan Pablo II, Villa Ingenio, Senkata, Villa Adela, Santiago Seguindi, Tupaj Katari, La Ceja et d'autres se regroupèrent autour de leurs associations de voisinage (« Juntas Vecinales », associations de quartiers composées de voisins- NDT) comme centre et direction de la lutte, chaque cloche des paroisses lançait des appels emportés exhortant les habitants au combat. Ils s'organisèrent par pâtés de maisons, des centaines de barricades et de tranchées furent faites. La dynamite apportée par les mineurs servit pour faire exploser les passerelles de béton et d'acier de l'avenue principale d'El Alto, pour empêcher le passage des tanks, des camions et des troupes.

Le blocage de la raffinerie d'YPFB à Senkata, qui produit de l'essence, du gaz liquide, du kérosène et du diesel provoqua la pénurie de carburant pour la population de La Paz et pour les propres tanks et camions de l'armée. Cela motiva la formation des « caravanes » (une fut un échec, l'autre eut un succès relatif) composées de chars, de camions remplis de troupes et d'hélicoptères qui furent très coûteuses en vies pour les habitants d'El Alto et La Ceja. Cela constitua pour l'armée un échec car pour obtenir un peu de carburant elle dut mettre sur pied une véritable expédition. Les insurgés d'El Alto envahirent quotidiennement la cuvette, occupant la place San Francisco et le centre de La Paz. Les associations de quartiers, les ouvriers syndiqués de la COR (Centrale Ouvrière Régionale, un des niveaux d'organisation interne de la COB, la Centrale Ouvrière Bolivienne-NDT) et les étudiants de la UPEA (Université Populaire des Etudiants d'El Alto) furent les mille centres de la rébellion et de la lutte.

Après les massacres du « Dimanche sanglant » à El Alto, la ville de La Paz rejoignit le mouvement en appui aux habitants des hauteurs. Le lundi la ville se réveilla paralysée, avec ses artères bloquées pour empêcher le passage des véhicules. Des secteurs de la classe moyenne, des intellectuels et des artistes commencèrent une série de piquets de grève de la faim exigeant la démission de Sanchez de Lozada, en protestation contre les assassinats et pour la cessation de la violence exercée par le gouvernement contre la population civile au prétexte de « maintenir le système démocratique ». Jusqu'à la chute du gouvernement, Sanchez de Lozada maintint une attitude pro-américaine avec le soutien des autres gouvernements qui ne condamnèrent pas la répression.

La ville fut envahie par les 4 cotés : les paysans des environs de La Paz, des Yungas et d'Achacachi avancèrent sur la ville et l'envahirent progressivement, de manière quasi-imperceptible. 10 000 travailleurs d'Oruro marchèrent sur La Paz. Sans compter les mobilisations de mineurs et de paysans à Potosi, dans la ville de Sucre et aussi les paysans du département de Chuquisaca. A Cochabamba la COD (Centrale Ouvrière Départementale, un des niveaux d'organisation de l'appareil de la COB-NDT), l'Université San Simon, les syndiqués de la Fédération des manufactures et des cantonniers et du faubourg de Quillacollo. D'autre part les 30 000 cocaleros du Chapare (bastion du M.A.S., Movimiento Al Socialismo, Mouvement Vers le Socialisme, dirigé par Evo Morales) bloquèrent la route Cochabamba-Santa Cruz. On a reproché à ce mouvement de ne pas avoir marché sur La Paz. Les indigènes marchèrent sur Santa Cruz, à San Julian, il y eut un paysan tué.

Ceux du Mouvement des Sans Terre se mobilisa dans tous le pays, surtout à Santa Cruz, dans le Grand Chaco autour de Tarija, dans l'Altiplano et dans la partie des Yungas proche de La Paz.

Concernant la manière dont circula l'information durant le conflit, on peut dire qu'elle fut a-hiérarchique, à travers des journaux, des radios (surtout populaires, de quartiers et associatives) et quelques canaux de télévision. Elle fut horizontale et multidirectionnelle, provenant de partout en direction de partout, dénonçant les assassinats et la répression gouvernementale, encore que je puisse dire par expérience que l'information sur ce qui se passait en Bolivie a eu beaucoup de difficultés à circuler avec clarté hors de ce pays. Il faut mettre en avant le travail d'information réalisé par les radios d'El Alto (Pachamama, Huainatambo, Radio Intégration etc...). A La Paz et dans tous le pays, le formidable système de radios et de communication ERBOL, qui forme un réseau de radios dans tout l'intérieur du pays, articula les différents plateaux de la guerre du gaz. »

## **LA CHUTE DE SANCHEZ DE LOSADA**

Le durcissement des grèves, la pénurie à La Paz et surtout l'énorme indignation face à une telle répression firent que les secteurs de la classe moyenne sortirent à la rue pour exiger la démission de Goni. Aucun local de parti politique ne resta debout, tous en flammes ou saccagés par le peuple désormais fatigué, écœuré de tant de magouilles. Les grèves de la faim menées par des intellectuels, des artistes et des secteurs enseignants se multiplièrent dans tout le pays. La COB, se voyant obligée de suivre, se limita à refuser le dialogue avec le gouvernement. Les syndicats de base étaient en train de la déborder complètement dans la rue, rendant évident à quel point la bureaucratie syndicale et les politiciens s'étaient éloignés des problèmes propres aux travailleurs.

Chaque secteur, chacun avec ses propres revendications, convergea avec les autres sur quelques points fondamentaux : la démission du président, la révision de la loi des hydrocarbures, l'assainissement de terres et l'annulation de la loi « Coca Zéro ».

La « guerre sociale » finit par s'apaiser fortement avec la démission du président Sanchez de Lozada. La chute de son gouvernement soi-disant démocratique fut retardée du fait de l'appui de l'ensemble des organismes internationaux (en commençant par l'ambassade des Etats-Unis, l'Organisation des Etats Américains, le Pacte Andin etc...) qui voyaient son renversement comme un « danger » pour toute la région vu qu'après 20 ans de démocratie (sous l'œil vigilant de l'armée et des USA), excluante et raciste l'ensemble des médiations politiques bourgeoises sont fortement questionnées. D'où l'appui permanent qu'il a reçu aussi de la part du MIR et de la NFR (Nouvelle Force Républicaine), des chambres et organisations patronales, de l'église. Les classes moyennes hautes prirent des positions franchement fasciste encourageant à tirer sur les paysans et les indiens. L'attitude politique soutenue par les dirigeants du MAS, du mouvement indigène Pachacuti et de la COB consista à faire pression sur le gouvernement pour tenter de le convaincre de faire une déclaration disant clairement à qui appartient le gaz, aux multinationales ou aux boliviens, mais l'immense mouvement du peuple les obligea à prendre plus de mesures et à promouvoir les grèves de la faim vues par la COB comme un mécanisme de conciliation sans remise en cause du système de gouvernement. On peut aussi ajouter qu'alors que la base appelait à un congrès, les dirigeants boycottèrent cette idée en arguant de raisons de sécurité et qu'ils en ont restreint l'accès quand il n'a plus été possible de l'empêcher, s'efforçant en permanence d'encadrer et d'étouffer les formes d'action directe, authentiques et spontanées, mises en œuvre par l'ensemble des travailleurs boliviens.

## **LE « NOUVEAU GOUVERNEMENT » DE CARLOS MESA**

Rapidement, le pouvoir fut assumé par le vice-président Carlos Mesa, historien et journaliste. Il s'était reconverti en vice-président « indépendant » et avait pris ses distances avec le « Gonisme », critiqué sa politique, bien sûr sans pour autant abandonner son poste, ce qui en fit le nouveau chef du gouvernement d'un pays qui exigeait des réponses et qui, à travers ses mouvements, lui donna un délai de 90 jours. Mesa débuta son mandat en invitant des personnes « indépendantes » à remplir des fonctions au sein de l'Etat. Les coupures de routes furent levées mais la mobilisation continua. Le gouvernement entrant fit le pari de durer et, si nécessaire, de continuer à réprimer en isolant les mouvements et en affaiblissant la mobilisation en arrêtant des activistes et des syndicalistes, préservant de cette manière l'ensemble des institutions et la législation mise en place par le gouvernement antérieur. Un autre moyen trouvé par Mesa pour semer la confusion fut de dévier le conflit qui visait le gouvernement et sa politique en réactivant le vieux ressentiment contre le Chili à propos du débouché maritime, indispensable pour exporter le gaz. Il put pour cela s'appuyer sur les déclarations explosives faites par Hugo Chavez au sommet des chefs d'Etats hispanophones à Santa Cruz où il exigea que le Chili donne un accès à la mer à la Bolivie, ce qui eut un écho immédiat en Bolivie comme au Chili. A ce même sommet, Kofi Anan pour l'ONU et Aznar, avec toute son appareil de protection anti-terroriste, vinrent saluer et soutenir Mesa.

Depuis que le nouveau gouvernement est en place, il a été bien soutenu mais manœuvre avec difficulté pour contenir une crise qui vient de loin et qui va être difficile à calmer et, comme s'il s'agissait d'une comédie absurde, les « dirigeants » des mouvements sociaux qui s'adjugent la « paternité » du mouvement d'octobre cherchent désespérément leur troupe de dirigés pour pouvoir faire pression afin d'obtenir une participation à la conduite de l'Etat et pour obtenir des arrangements économiques. Le Chapare est un cas exemplaire, la « vox populi » affirme que Repsol a fait « don » de 200 000 \$ aux organisations cocaleras pour protéger ses puits et assurer la sécurité de son infrastructure dans la région tropicale de Cochabamba et que c'est à travers de négociations avec le gouvernement antérieur et les Etats-Unis qu'Evo Morales a arrangé la conversion du combatif mouvement syndical des cocaleros en instrument politique du MAS, avorton politico-syndical ayant son assise à Cochabamba sous le prétexte qu'« il faut se faire entendre », ce qui renvoie une nouvelle fois les ouvriers vers ces chaînes que sont les urnes et la politique des partis.

Un autre exemple est le pacte, dont l'existence est avérée par une vidéo, passée par la COB avec la NFR et son leader Manfred Reyes Villa et qui a pour objectif, à travers un accord formel entre les 2 forces, de

créer une pression afin de provoquer un vide dans le gouvernement favorisant ainsi la possibilité d'un soulèvement militaire (très improbable). Le pacte a été conclu suite à un rassemblement qui a eu lieu à Cochabamba, nid de petits dirigeants opportunistes (qui animent l'actuelle Coordination du gaz, qui était la Coordination de l'eau en l'an 2000) qui cherchent à s'approprier le mouvement général bolivien.

Nombreuses sont les tentatives de récupération du mouvement mais, jusqu'à présent, aucun syndicat ou parti n'a pu s'affirmer comme étant la force dominante. Citons :

- Des manifs de la COB qui réunissent à peine quelques centaines de personnes, alors qu'à certains moments cette centrale mobilisait des dizaines de milliers d'ouvriers.
- Le dirigeant de la COB, Jaime Solares (ex-tortionnaire et indic de la dernière dictature) qui déclara la grève illimitée plus d'un jour après que les vaillants et solidaires mineurs de Huinuni, dynamite en main, soient descendus sauver La Paz de la répression. Il a depuis été rejeté par de nombreux secteurs et surtout par les travailleurs de l'industrie minière qui connaît actuellement une croissance du fait de la hausse internationale des prix des minerais. Celle-ci a provoqué une réactivation de cette industrie et par conséquent des créations d'emplois et l'embauche d'une main d'œuvre qualifiée qui a sensiblement élevé le nombre de mineurs en activité.
- Une grève générale illimitée suivie seulement par la Fédération des Instituteurs (d'obédience trotskiste).
- Une marche sur La Paz depuis l'Altiplano qui a réuni, toujours selon les chiffres de la COB, entre 7 et 10 000 personnes alors qu'un nombre beaucoup plus élevé de manifestants était attendu.
- La grève d'El Alto (qui fut un bras de fer entre les dirigeants rivaux des associations de quartier) fut un échec et la COR, voyant qu'elle échouait aussi de son côté, se vit obligée de déclarer qu'elle n'appuyait cette mesure que moralement.
- Le M.A.S., parti politique dirigé par Evo Morales, le leader des fédérations de paysans cocaleros, avec 8 sénateurs (parmi eux Filemon Escobar, un ancien de la COB), a subi une scission à El Alto et des divisions dans le secteur cocalero, sans mentionner la prise de distance effectuée par les secteurs indigènes liés à ce mouvement qui se considèrent marginalisés dans leurs propres rangs.
- Ça ne va pas mieux pour le MALLKU, son dirigeant Felipe Quispe voyant son leadership affaibli au sein de la Centrale Unique des Travailleurs paysans de Bolivie. Il est accusé de ne pas respecter les décisions des assemblées de paysans et de corruption dans la gestion des fonds communautaires. Sans oublier que les aymaras de Warisata débordèrent complètement sa supposée autorité le faisant clairement apparaître comme un guignol de plus parmi l'ensemble des dirigeants fabriqués par les médias et les gouvernements en place qui ont besoin de porte-paroles officiels.

La société du spectacle les a appelé et ils sont venus à la recherche de bases sociales susceptibles de servir de troupes de « déstabilisation politique » en faveur de leurs propres intérêts.

Ce qui est intéressant, dans ce nouveau réveil des travailleurs boliviens, c'est de voir comment cette crise a permis de déployer et d'imaginer d'autres dispositifs d'organisationnels, spécialement sur un plan local, où les travailleurs, les étudiants et les indigènes s'organisèrent souvent en assemblées (spécialement chez les mineurs), méconnaissant les dirigeants imposés. Ces forces en interrelation formèrent durant le conflit une espèce de « fédération spontanée de mouvements sociaux divers » qui s'unirent pour atteindre des objectifs communs, renverser le gouvernement, remettre en question la politique des partis (et y compris le syndicalisme dépendant et négociateur), affirmer la souveraineté du peuple sur les ressources naturelles propres et légitimes qui se voit sans cesse niée par les intervention du capital international qui génère comme conséquence une marchandisation de la nature et de la biodiversité qui influe directement sur la vie des peuples originaires pour lesquelles la Terre est chaque fois plus bafouée.

## **LE MOUVEMENT ANARCHISTE EN BOLIVIE**

Durant le voyage réalisé dans une bonne partie de la Bolivie j'ai pu constater qu'était très rare l'existence de groupes ou d'organisations de tendance clairement anarchiste. Les compagnons boliviens sont isolés les uns des autres et il est très difficile de se procurer de la littérature libertaire. En plus de l'évident manque de moyens, j'ai surtout rencontré de jeunes militants.

A Tarija, on trouve déjà depuis quelques années le collectif « Grito Silencioso » (« Cri Silencieux »), composé d'une poignée de travailleurs et d'étudiants, qui réalisent un travail de diffusion des idées à travers des publications, des affiches et des graffitis. C'est un collectif relativement informel, mais avec une base idéologique claire. Débordés par les événements, ils se trouvèrent durant le conflit dans la partie

de la Bolivie qui était en faveur de l'exportation et contre le mouvement général. Ils venaient de tenter de mettre en place un projet de local et de bibliothèque anarchiste qui a été récupéré par les militants du MAS. Ils reçoivent et diffusent de la presse anarchiste des pays limitrophes mais elle leur parvient en petite quantité et sans régularité. Les compagnons insistent sur la nécessité d'avoir du matériel de propagande et de diffusion vu qu'il n'y en a quasiment pas dans le pays. Ils considèrent que c'est indispensable pour atteindre un développement des idées et pratiques libertaires, spécialement alors qu'un processus de remise en cause du pouvoir et de recherche d'autonomie émerge dans la société bolivienne.

Dans la ville de Sucre, il existe des militants isolés qui formèrent à un moment le groupe « Juventudes Libertarias » (« Jeunes Libétaires ») qui se dédièrent surtout à diffuser de l'information sur internet mais il est impossible de pouvoir les rencontrer sur place ou de les contacter à travers des coordonnées qu'ils diffusent.

A Potosi, je n'ai pas trouvé trace d'activité libertaire. J'ai seulement su que des jeunes diffusent des fanzines.

Cochabamba fut un peu une surprise et une déception. Il y a une forte propagande présentée comme libertaire impulsée par les gens du mouvement Tinku Juvenil, très populaire parmi les jeunes étudiants de Cochabamba, qui travaillent avec le discours et le symbolisme anarchiste à travers la publication « Graffiti » afin de récupérer les jeunes qui sont en général dégoûtés des partis. Ils s'appuient sur l'autonomisme indigène et en font la promotion mais ils sont en réalité le mouvement de jeunesse, non déclaré, du MAS, très proches d'Evo Morales et de la Fédération des Manufactures. Les gens de Tinku ont des conseillers municipaux et font partie de la Coordination du gaz. J'ai de plus pu constater leur relation avec la SAC suédoise et avec les OSL d'Argentine et du Brésil (Organisation Socialiste Libertaire). Avec leur stratégie marxiste-léniniste et leur logique réformiste, ces gens ont déjà essayé de mettre sur pied 2 rencontres anarchistes qui ont échoué car les autres groupes ont refusé d'y participer et dénoncé la tentative de récupération politique. Ce mouvement a aussi participé au récent forum alternatif de Barcelone.

D'un autre côté, mais toujours dans un esprit réformiste, il y a le GAMS (Groupe d'Appui aux Mouvements Sociaux) composé par un groupe d'intellectuels universitaires qui s'autoproclament libertaires et dont l'un des membres fait partie du gouvernement de l'université. Cette « avant-garde conseillère » assiste sur des questions économiques et politiques le dirigeant cocalero Evo Morales et est également liée à Tinku et la COB.

Dans la ville de la Paz, on trouve le groupe autour du professeur Juan Perelman, groupe informel et peu nombreux qui a diffusé la publication anarchiste « Combate » dans les rues pendant le conflit, profitant de la forte influence obtenue par la propagande réalisée par Perelman ces dernières années sur la question du Gaz pour présenter les positions de l'anarchisme aux gens. Les compagnons de La Paz, comme ceux de Tarija, sont isolés et manquent de moyens mais ils se bougent pour amener de la propagande aux ouvriers, spécialement aux mineurs. Avec eux, il a été possible d'aller diffuser le journal dans le village minier d'Huinuni où nous fûmes bien reçus par les travailleurs et les habitants en général qui nous achetèrent le journal avec enthousiasme et nous invitèrent à nous exprimer à la radio du syndicat et dans celle du village, juste un jour avant leurs élections syndicales. Nous pûmes constater alors qu'il existe une recherche d'autres formes d'organisations et surtout une ouverture, une envie d'expérimenter de la part des travailleurs. Il faut noter que les mineurs d'Huinuni eurent un rôle décisif dans la mobilisation qui renversa le gouvernement de Sanchez de Lozada.

Il existe aussi à La Paz un groupe de jeunes, assez actif dans la mesure de ses moyens, qui sont plus dans le mouvement contre-culturel urbain et qui n'ont pas de relations avec les gens de « Combate ».

C'est tout ce que j'ai pu constater comme activité anarchiste dans le pays mais je sais qu'il existe d'autres groupes que je n'ai pas pu rencontrer comme le groupe « Quilombo Libertario » à Santa Cruz et un autre (je ne sais plus où) qui s'appelle « Nucleo anarquista en accion » (« Noyau anarchiste en action »). Ces 2 groupes ont publié des articles dans le journal espagnol « Tierra y Libertad » que j'ai utilisé pour compléter l'information dans ce dossier.